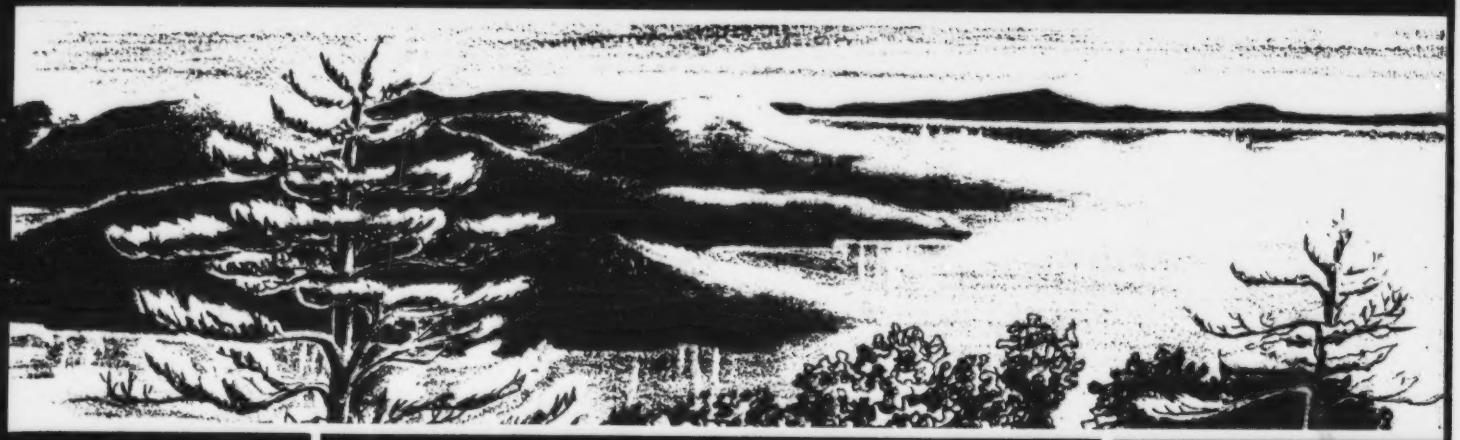
RAPPORT ANNUEL
ANNUAL REPORT



1987 ~ 1988

Cree Hunters and Trappers Income Security Board

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

Traduction crie:
Bella Moses

Graphisme:
Vallières et Young

Composition et montage:
Les Impressions Trimocom Inc.

Monsieur Pierre Lorrain
Président
Assemblée Nationale du Québec
Québec (QUÉBEC)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre, par la présente, le Rapport annuel des activités de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1988.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le ministre de la Main-d'oeuvre
et de la Sécurité du revenu

André Bourbeau

Monsieur André Bourbeau
Ministre de la Main-d'oeuvre
et de la Sécurité du revenu
Gouvernement du Québec
Québec (QUÉBEC)

Monsieur le Ministre,

Il me fait plaisir, au nom des membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, de vous transmettre notre Rapport annuel pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1988. Le présent rapport décrit sommairement l'organisation administrative de l'Office, résume les résultats de l'année 1987-1988 et comprend les résultats financiers pour cette même année.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président (1987-1988)

Johnny Jolly

Mr. Matthew Coon-Come
Chairman/Grand Chief
Grand Council of the Crees (of Quebec)
Val d'Or (QUEBEC)

Sir:

On behalf of the members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, I am pleased to submit our Annual Report for the fiscal year ending June 30, 1988. This Report summarizes the administrative organization of the Board and the results for the year 1987-1988, and includes the financial statements for that same period.

Yours very truly,

Johnny Jolly
Chairman (1987-1988)

Table des matières

Table of contents

ᒐᓂ ᐁᖅ ᑕᑯᒃ

Rapport annuel 1987-1988
Annual Report 1987-1988
ᓄᑐᐃᐅ ᓂᕆᓂ ᒃ ᐃᖅᐱᑦ 1987-1988

- **Message des membres** **9**
- **Message from the members**
- ᑲᓂᑲᓪᓚᒃ ᐅᑦ ᐊᕐᒧᓕᓂᐅᑎᓄ

- **Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris** **11**
- **Cree Hunters and Trappers Income Security Program**
- ᓄᑐᐃᐅ ᓂᕆᓂ ᕃ ᓇᓇᑎᐱᐊᑲᑲᓄᑦ

- **Activités de l'année 1987-1988** **17**
- **Activities for the year 1987-1988**
- ᒐᓂ ᒃ ᐃᖅᐱᑦ ᓄᑐᐃᐅ ᓂᕆᓂ ᐅᑦ 1987-1988

- **Conclusion** **22**
- **Conclusion**
- ᒪᒃ ᐁᔭᐃᒧᑌᒃ

- **Annexes** **23**
- **Schedules**
- ᒃ ᐊᓂᑎᑌᒃ ᐅᑦ ᒥᓯᐣᐃᑲᓂᒃ

- **Tableaux** **25**
- **Tables**
- ᒃ ᒥᓯᓇᑦᒃ

États financiers 1987-1988 .....**31**
Financial Statements 1987-1988
ᓂᕆᓂ ᒃ ᐃᖅᐱᑦ 1987-1988

Message des membres

Message from the Members

ᑲᓂᐢᑕᒃ ᐅᑦ ᐊᓕᒪᓂᐠᐅᐢ

Le présent rapport décrit sommairement le fonctionnement et la portée du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris ainsi que l'organisation administrative de l'Office. Il s'attarde plus spécialement aux activités de l'année et présente en dernière partie les états financiers pour l'année 1987-1988.

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris a connu une année particulièrement intéressante au niveau de l'évolution du programme. En effet, suite aux recommandations que les membres de l'Office avaient soumises au Gouvernement et à l'Administration régionale crie, les parties concernées se sont rencontrées à plusieurs reprises au cours de l'année pour discuter des modifications à apporter au programme, particulièrement dans le contexte de l'évolution des besoins de la clientèle. L'objectif principal poursuivi par l'Office était d'assurer que le programme demeure le reflet d'une certaine tradition et continue à contribuer au maintien d'un mode de vie centré sur la chasse, la pêche et le piégeage. Une entente est intervenue au cours de l'été 1988 laquelle a été ratifiée par le Ministre de la Main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu et le président de l'Administration régionale crie en septembre 1988.

The present report gives a summary of the operation and scope of the Income Security Program for Cree hunters and trappers as well as a description of the administrative organization of the Board. It reviews more specifically the activities of the year and includes, at the end, the financial statements for the year 1987-1988.

The Cree Hunters and Trappers Income Security Board has had a particularly interesting year with respect to the evolution of the Program. Following recommendations submitted by the members of the Board to the Government and the Cree Regional Authority, the parties concerned met periodically during the year to discuss modifications to the Program, particularly within the context of the evolution of the beneficiaries' needs. The main objective of the Board was to ensure that the Program will continue to reflect a certain tradition and contribute to the maintenance of a way of life based on hunting, fishing and trapping activities. An agreement was concluded during the summer of 1988 and ratified by the Minister of Manpower and Income Security and the Chairman of the Cree Regional Authority in September 1988.

ᐅ ᐊᑉᓕ ᒪᓂᓇᐦᐃᑲᐢ ᒥᑲ·ᐃᑕᒪᑯᓇᑉ ᑕᐢ ᑲ ᐃᔨᐱᐟ ᐢᐧᑎᐅ ᓂᓴᐢ ᑭᐢ ᑲᐃᔾ ᑎᕐᐃᓐᑭᐅᑦᐢᐧ ᒥᑲ·ᐃᑕ-ᒪᑯᓇᐢ ᑕᐢ ᑲ ᐃᔨᐱᐟ ᔪ·ᑲᐢ ᐸᐅᐊᐢᐧ ᐅᑕᓓ ᐅ ᒪᓂᓱᐢᐃᑭᐢ ᒪᓇᑕᐢ ᐃᐢ ᓂᓴᐢ ᑲᐃᔾ ᒪᑎᓄ·ᐊᐢᐊᑲᓱᑦᐢᐧ

ᐢᑎᐢᐅ ᓂᓴᐢ ᐅᒥᒃᐢᐟ ᒪᑊ ᒥ·ᐁᕐᑎᒃᐟ ᒥᐢ ᐸᐅᐁᐱᐅᐢᐟ ᐯ ᒥᐸᐱᐅᐢᐟ ·ᐊᔨ ᓇᓇᒥᒥᐟ ᒥᐸᐱᐢ ᐃᐢ ᐢᑎᐢᐅ ᓂᓴᐢᐧ ᐢᑎᐢᐅ ᓂᓴᐢ ᐅᒥᒃᐢᐟ ᒪᑊ ᐁᔨ ᐅᔪᐊᐃᒪᒃᐟ ᒥᑕᐅᒥᒃᐢᐟ ᑊᔾ ᐁᔨ ᑎᕐᐃᓐᑭᐅᑦᐢ ᐁᐢ ·ᐯᒋ ᒪᒧ·ᐃᑐᐢ ᒃᐢ ᐁᐢᐱᐅᓂᐟ ᐯᐅᐃᒧᐅᐟ ᐁᔪᐢ ᒪᒥᐢᐊᑎ-ᑐᐸᓂᐟ ᑐ·ᐃᐢ ᒪᒥᐢ ᐱᐢᐃᐟ ᐃᐢᒥ ᑲ-ᐢᐁᐸᒥᐢᐊᐟ ᐢᐧᑎᐅ ᓂᓴᐢᐧ ᐢᐧᑎᐅ ᓂᓴᐢ ᐅᒥᒃᐢᐟ ᐊᔪᐢ ᓇᐢᐟ ᑲᐃ·ᐁᐱᒃᐟ ᐃᐢ ᐢᐧᑎ-ᐅ ᓂᓴᐢ ᒧᐢ ᐁᐢᑐᐃᓐᐢᐟ ᐃᐢᒥ ᑲ·ᐃᐢᐊᐟ ᐃᔪᐢ ᐃᐢᐅ·ᐁᐱᐢᐟ ᐃᐢᐧᑌ ᑯᐅᐢ ᑎᐸᐢᒥᐢᐊᓇᐢᐟ ᑭᐢ ᐃᐢᐱᐢᐅᐢ ᑎ-ᐢᑕᐃᐢᒥᐢᓂᐢᐧ

Cet accord, la Convention complémentaire No 8, vient modifier le chapitre 30 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois qui est à l'origine de la création du programme. Les changements suggérés couvrent différents aspects et visent, entre autres, à impliquer directement la population crie dans l'administration du programme au niveau de l'établissement de critères d'éligibilité. Différentes modalités du calcul des prestations ont également été modifiées de façon à mieux adapter le programme à la réalité actuelle, et dans certains cas afin de corriger des lacunes apparues au cours des dix années de mise en application.

This agreement, Complementary Agreement No 8, modifies Section 30 of the James Bay and Northern Quebec Agreement which created the Program. The suggested changes cover various aspects and try, among other things, to directly implicate the Cree population in the administration of the Program, particularly with respect to eligibility criteria. Various modalities pertaining to the calculation of benefits have also been modified in order to better adapt the Program to the present reality and in certain cases, to correct deficiencies that have appeared during the ten years of operation.

En troisième lieu, les parties ont convenu de prévoir dans le cadre du programme, des dispositions touchant le versement de prestations de maternité.

Thirdly, the parties have agreed to include in the Program a provision for the payment of maternity leave.

L'Office espère que la prochaine année verra la concrétisation de cette entente tant au niveau législatif qu'au niveau administratif. L'année 1987-1988 constitue donc une étape très importante dans l'histoire du programme et c'est avec enthousiasme que nous abordons l'année 1988-1989.

The Board hopes that the next year will see the materialization of this agreement, both at the legislative and administrative levels. The year 1987-1988 thus constitutes a very important step in the history of the Program and it is with enthousiasm that we start 1988-1989.

L'entente intervenue n'aurait pu se réaliser sans le support et l'appui du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, de l'Administration régionale crie et de leurs représentants à qui nous adressons nos remerciements. Il y a également lieu de souligner l'importance de l'appui de la population crie qui particulièrement, au cours de l'année 1987-1988, s'est impliquée directement dans l'étude et la révision du programme. Des remerciements sont également adressés aux membres du personnel pour leur contribution et leur collaboration constantes.

The agreement concluded could not have been realized without the support and help of the Department of Manpower and Income Security and the Cree Regional Authority and their representatives, to whom we address our thanks. It is also appropriate to stress the importance of the support of the Cree population who, especially during 1987-1988, was implicated directly in the study and revision of the Program. Thanks are also addressed to the members of the personnel for their contribution and cooperation.

Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

Cree Hunters and Trappers Income Security Program

ᓇᑐᐃᐅ ᓂᕆᓇ ᐁ ᓀᓇᑲᒥᐦᐊᑲᓇᑦ

Administration du programme

L'administration du programme a été confiée à un organisme bipartite, l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris. Constitué en corporation au sens du Code Civil, l'Office est composé de six membres dont trois sont nommés par l'Administration régionale crie et trois par le Gouvernement du Québec. Leur mandat est laissé à la discrétion des autorités responsables de leur nomination, qui désignent chaque année et alternativement le président et le vice-président. En 1987-1988, la nomination du président a été faite par l'Administration régionale crie et celle du vice-président par le Gouvernement du Québec.

Les dispositions régissant la constitution, les responsabilités et les pouvoirs de l'Office se retrouvent à la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q. c. S.3-2).

Administration of the Program

The Cree Hunters and Trappers Income Security Board is a bipartite organization responsible for the administration of the Program. Created as a corporation within the meaning of the Civil Code, the Board is composed of six members. The Government of Quebec and the Cree Regional Authority are each responsible for the nomination of three of the members. The duration of the mandate is at the discretion of the authority responsible for their appointment. Moreover, the chairmanship and vice-chairmanship alternate each year between the members named by the Government and those designated by the Cree Regional Authority. In 1987-1988, the appointment of the chairman was made by the Cree Regional Authority and that of the vice-chairman by the Government of Quebec.

Provisions respecting the constitution, responsabilities and by-laws of the Board are found in the Act respecting Income Security for Cree hunters and trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Quebec (R.S.Q. c. S.3-2).

ᓂᕆᓇ ᐁᑲᓇᑦ ᐅᐱᒪᐱᐦᐁᑲᓇᑦ

ᓂᕆᓇ ᓂᕆᓇ ᐅᒥᒪᑦ ᑭᐃᔨᓂᑌᑦ ᐊᑲᑦ ᒥᔨᓂᐃᑦᐅᑭᑦᑎᓂᐦᐁ ᐁ ᓀᓇᑲᒥᐦᐊᑲᓇᑦ ᓂᕆᓇ ᐅ ᓂᕆᓇ ᐅ ᐱᒪᐱᐦᐁᑲᓇᑦ ᑎᑲᓇ ᐱᒪᐱᐦᐃᐱᒪ ᐊᑦᒥ ᓂᕆᓇᐅ ᓀᓇᑲᒥᐦᐊᑲᓇᑦ ᐅᐃᔨᒥᔨᐦᐁᑲᓇᑦ ᐁ ᑲᓇᐦᐁᑲᓇᑦ ᐅᐃᔨᒥᔨᐦᐁᑲᓇᑦ ᐁ ᐃᓇᐦᐁᑲᓇᑦ ᐃᓇᐦᐁᑲᓇᑦ ᐊᑦᒥ ᓂᕆᓇᐅ ᓂᕆᓇ ᐃᓇᐦᐁᑲᓇᑦ ᐃᓇᐦᐁᑲᓇᑦ ᐊᑦᒥ ᓂᕆᓇᐅ ᐁ

L'Office a comme mandat d'administrer le programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, ce qui comprend entre autres, la révision du fonctionnement et des modalités du programme, l'évaluation des résultats, l'étude des plaintes et revendications, la prévision des coûts et l'établissement des budgets. Pour ce faire, il est investi de certains pouvoirs réglementaires tant au niveau de sa régie interne que de l'établissement des modalités administratives et critères nécessaires à l'application du programme.

The mandate of the Board is to administer the Income Security Program for Cree hunters and trappers including, among others, the review of Program operations and the procedures established therefore, the evaluation of results, the examination of complaints and demands, the estimation of costs and the preparation of budgets. For such purposes, it has certain regulatory powers both for its internal management and the establishment of administrative procedures and criteria necessary for the application of the Program.

Pour remplir ce mandat, l'Office a quinze employés à son service, dont neuf travaillent dans les différents villages cris et six au siège social à Ste-Foy. Les employés de l'Office qui sont en majorité des Cris de la Baie James, ne sont pas membres de la Fonction publique. L'Office fixe par règlement approuvé par le gouvernement, les effectifs, normes et barèmes de rémunération de même que les autres conditions de travail de ses employés.

To fulfill its mandate, the Board has fifteen employees, of whom nine work in the various Cree villages and six at the head office in Ste-Foy. The majority of the employees of the Board are James Bay Crees and none of them are members of the Civil Service. The Board determines by by-law the staff requirements, remuneration standards and skills, and other conditions of employment of its employees.

Nous avons inclus en annexe l'organigramme de l'Office de même que la liste des employés au 30 juin 1988. La structure administrative est axée avant tout sur le service à la clientèle et la majorité des employés est impliquée directement dans l'administration du programme. De plus, la présence d'un employé cri dans chaque communauté permet d'assurer aux bénéficiaires un accès direct au programme.

We have included in annex the organization chart of the Board as well as the list of employees as at June 30, 1988. The administrative structure has been designed primarily to offer proper services to the beneficiaries of the Program and the majority of the employees are working directly in the administration of the Program. Moreover, the fact that one Cree employee is working in each community allows the beneficiaries direct access to the Program.

Les sommes requises pour le paiement de prestations aux chasseurs et piégeurs cris et pour le fonctionnement administratif de l'Office sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.

L'Office est donc entièrement subventionné par le gouvernement. Les états financiers vérifiés pour l'année 1987-1988 sont reproduits à la fin du présent rapport. Les dépenses totales se sont élevées à 12 399 689 $ soit 11 732 970 $ en prestations et 666 719 $ en fonctionnement. Comme on peut le constater, l'Office a maintenu ses coûts d'administration pour le siège social et les huit bureaux locaux à environ 5,4 % de ses dépenses totales.

The sums required for the payments of benefits to the Cree hunters and trappers and for the operating costs of the Board are voted annually by the National Assembly.

The Board is thus entirely funded by the Government. The financial statements as verified for the year 1987-1988 are reproduced at the end of the present report. The total expenses were 12 399 689 $ including 11 732 970 $ in benefits and 666 719 $ in operating expenses. As can be seen, the operating expenses connected with the head office and the eight local offices represent approximately 5,4 % of the total expenses.

ᐃᓕ ᒪᓕ ᓂᓱᓕ ᐁ ᓂᑐ·ᐊᐳᒪᒻᒃ ᐃᓕᒋ ᓴᑐ ᓂᓱᓕ ᐅᒋᒪᓕᒃ ᐁ·ᐃ ᒪᑎ·ᐊᐱᑎᓕᒃ ᓂᐸ ᖃᐱᒻ ᓴᑐᑐ ᓴᑐ ᐁ ᐱᓕᒃᒪ ᒥᓂᓕᐃᒋᐊᓕᒃ ᐯᐊᒃ ᑎᕆᐃᓕᒃ ᒋᓕ ᐃᓕ ᐱᒋᑎᓇᐃᐊᒃ ᓂᓱᓕ ᒪᓂᓕᒃ ᐃᓕ ᓂᓱᓕ ᑲᐃᔪᒪᑎᓕ·ᐊᓕᐱᓕᑲᓕᒃ ᐅᐳ 1987-1988 ᐁ ᐱᐳᓂᒃ ᒪᒧ 12,399 689 ᒥᓂᑐ·ᐁᐃᑕᔨᓕ ᓂᓱᓕ ᐃᓕ 11,732,970 ᒥ ᐃᐱᐱᓂ ᐁ ᑎᒃᐊᒻᓕᒃ·ᐊᓕᒃ ᓄᐃᒃ ᐃᓕᒥ ᖃᐱᒻ ᓴᑐᑐ ᓂᓱᓕ 625,053 ᒥᐃᐱᐱᓂ ·ᐃ ᒥᓂᓕᐃᒋᐅᒥᓂ ᐁ·ᐃ ᐱᒪᐱᑕᑲᓕᒃ ·ᐃᓕ ᒪᒧ ᑲᐃᐱᐱᒪᒃ ᓂᓱᓕ ᒧᒪ 5,4 ᐃᑌᐃᑕᔨᓕ ᐃᐱᑎᓂᒃ ᐁ·ᐃ ᐱᒪᐱᑕᑲᓕᒃ ᐅᒥᒪᐅᓕ ᒥᓂᓕᐃᒋᐊᓕᒃ ᐁᓕ ᐃᓂᓂᓕᒃ ᐃᐳᐅᓕ ᑕ·ᐃᓕᒃ ᑲᐃᔪᒪᑎᓕ·

Résumé du programme

L'origine du programme de sécurité du revenu pour les chasseurs et piégeurs cris remonte à la Convention de la Baie James et du Nord québécois signée le 11 novembre 1975 entre les gouvernements du Québec et du Canada, l'Hydro-Québec, la SDBJ, la SEBJ, les Cris et les Inuit. Mis sur pied officiellement en 1976, il a comme objectif principal de favoriser le maintien et la survie d'un mode de vie traditionnel en assurant, entre autres, une garantie de revenu aux chasseurs et piégeurs cris. Il s'adresse aux Cris résidant au Québec qui pratiquent les activités d'exploitation [1] comme mode de vie. La présente section contient un bref résumé des principales règles tant au niveau de l'éligibilité que du calcul des prestations.

Summary of the Program

The origin of the Cree hunters and trappers Income Security Program is found in the James Bay and Northern Quebec Agreement signed on November 11, 1975, between the Governments of Quebec and Canada, Hydro-Québec, the James Bay Development Corporation, the James Bay Energy Corporation, the Crees and the Inuit. Officially established in 1976, it has as its main objective to allow the continuation and survival of a traditional lifestyle by ensuring, among others, an income guarantee to Cree hunters and trappers. It is aimed at Crees residing in Quebec who practise harvesting activities[1] as a way of life. The present section summarizes the main rules both for eligibility and calculation of benefits.

ᐊᔪᓇᐃᒻ ᓂᓱᓕ ᐁ ᐱᒪᐱᑕᑲᓕᒃ

ᒣᒋᔭ ᐯᐃ ᑭᐅᒪ ᐱᓇᒻ ᐃᐯᒃ ᓂᔭ·ᐃᐯᒻᒃ ᐅᒧᒃ ᑲᐃᒪᓕᒃ ᑭᑐᐅᒋᒪᓕᒃ ᑭᐅ ᒋᔭᐃᓇᓕᒃᑕᐳᔭ ᐃᐯᒃ ᒋᔭᐃᓇᓕᒃᑕᐳᔭ ᑭᐅ ᐃᐯᒃ "ᐊᐃᔨᑐ ᐃᐯᒃ ᑭᐅ ᐃᓂᒋ ᑕᔭᐃᐅᒪᒻᒃ ᑭᐅ ᑭᐅ ᐃᐱᒋᒪᓕᒃ ᐊᐃᑦ ·ᐊᒋᐱᔨ ᐁ ᓂᑐᑐ ᓂᓱᓕ ᑕᒋᒪᓕᒃ ᑲᐃᔪᒪᑎᓕ· ᑎᒥᓕ 1976 ᐱᐳᔨ ·ᐃᓂᑭᒃ ᑲᑕᔨ ᐃᓕ ᓂᑐᑐ ᓂᓱᓕ ᒋᑕᐱᑎᓂᓕᒃ ᐊᐃᒋᑕᑲᓕᒃ ᐃᓕᔨ ᒣᒋ ᑕᒋᐱᒃ ᐁ ᑲᓕ·ᐊᔭᒋᑕᑲᓕᒃ ᑭᐅ ᐁ·ᐃ ᒋᒪᒋᐃᐊᓕᒃᑕᐳᔭ ·ᐊᓂᑭᒃ ᐃᐳᐳᓂᒃ ᑲ ᐃᓂ ᐱᒪᒋᓂᑐᑦ ᐃᓕ ᓂᓱᓕ ᒣᒋ ·ᐃᒃᓂᐃᐊᓕ ᐃᓕᒋ ᓂᑐᑐ ᒣᒋ ᐁ·ᐃ ᐱᒪᒋᓂᑐᑦ ᐁ ᓂᑐᑐ ᐃᓕ

Les critères d'éligibilité sont conçus de façon à identifier les personnes pour qui la pratique de la chasse, de la pêche et du piégeage constitue l'activité principale, et les règles de calcul des prestations tentent d'assurer une garantie de revenu basée avant tout sur l'effort individuel.

The eligibility criteria were designed in order to identify persons for whom the practice of hunting, fishing and trapping constitutes a main activity, and the rules for the calculation of benefits try to ensure a guaranteed income based essentially on individual effort.

En premier lieu, pour être éligible, les chefs d'unité de bénéficiaires ou familles doivent consacrer plus de temps aux activités traditionnelles qu'à un emploi rémunéré et le programme exige un minimum de 120 jours. Cette exigence doit être rencontrée durant l'année précédant la demande d'inscription, ce qui a pour effet d'instaurer une année de qualification durant laquelle aucune prestation n'est versée.

Firstly, in order to be eligible, the heads of the beneficiary units or families must spend more time in the practice of traditional activities than in wage employment and the Program requires a minimum of 120 days. This requirement must be met during the year preceding the application for enrollment. Consequently, it creates a qualification year during which no benefits are paid.

Les chefs de famille doivent par la suite rencontrer ces mêmes exigences chaque année pour conserver leur éligibilité. Certaines exceptions sont prévues dans les cas de circonstances inhabituelles (e.g. maladie) qui ont empêché le chef de qualifier l'unité.

The heads of the beneficiary units must meet the same requirements each year in order to be eligible for the following year. Certain exceptions are provided in unusual cases, such as illness, which resulted in the head being unable to qualify the unit.

L'éligibilité est donc fonction des activités du chef de la famille, c'est-à-dire le bénéficiaire cri qui, compte tenu des coutumes autochtones, est considéré comme subvenant aux besoins de sa famille, ou qui est une personne seule âgée de 18 ans et plus.

Eligibility is thus related directly to the activities of the head of the family who is defined as the Cree beneficiary who, taking into account native customs, is considered to provide for the needs of his family, or who is an unattached individual 18 years of age or over.

Puisque le programme s'adresse spécifiquement à des personnes qui poursuivent un mode de vie traditionnel et tente de leur assurer une garantie de revenu en fonction de ces activités, il ne permet pas le cumul avec un programme fédéral ou provincial d'aide sociale.

Because the Program is designed specifically for persons who pursue a traditional way of life and tries to ensure an income guarantee based on these activities, it does not allow the combination of benefits paid thereunder with those of federal or provincial Social Aid programs.

Les objectifs du programme se reflètent également au niveau du calcul des prestations qui sont avant tout fonction des activités d'exploitation puisque la majeure partie des argents versés tient compte du nombre de jours passés dans le bois par les adultes membres de l'unité. Par conséquent, les revenus de familles de même taille peuvent être différents.

The method used in the calculation of benefits payable also reflects the objectives of the Program. Benefits paid are primarily function of harvesting activities, since the major part of the monies paid takes into account the number of days spent in the bush by the adult members of the unit. Consequently, income of families of same size may vary.

ᑭᓗ ᐊᑯᑦ ᐊᓐᑦ ᑐᓂᒃᑕᓯᐊᓗ ᐊᓐ ᐃᓐᓇᓗᑎ ᑎᑦᖏᑕᒧᑐᓄᑦ ᐊᐅᑯᓐ ᑲᓇᑕᒥᓄᑦ ᓂᓪᓕᓐ ᑐᓂᒃᑕᓯᐊᓗ ᑎᑦᖏᑕᒧᑐᓄᑦ ᒪᓐ ᑌᑐᑎᔪᒃ ᑲ ᓕᓐ ᐃᓐᑌ ᖃᓐᑐᖅ ᑎᓪᓗᒍ ᐃᓐᑕᑦ ᑕᓐᑦ ᓕᒫ ᐊᑯᑦ ᓱᓐ ᐅᑎᔪᓐᓇᖅᑐᑦ ᐊᐃᓐᑦ ᐊᑯᓐ ᑕᐃᔪᓐᓇᖅᑐᑦ ᐅᑎᔪᓐᓇᖅᑐᑦ ᐊᓐᑦ ᑕᐃᔪᓐᓇᖅᑐᑦ ᐅ ᐊᑎᔪᓐ ᐊᓐᑦ ᑕᐃᔪᓐᓇᖅᑐᑦ ᐅᑎᔪᓐᓇᖅᑐᑦ ᑕᓕᖅᑐᑦ ᓴᖅᑭᑎᓪᓗᒍ ᑕᓕᖅᑐᑦ ᑕᓐ ᐅᖃᓄᑦ ᑕᐃᔪᓐᓇᖅᑐᑦ ᐊᓐᓇᖅᑐᑦ ᐅᑎᓪᓗᒍ ᐅᑎᓪᓗᒥᒃᓴᓐᓂᖅ.

Le calcul de ces prestations s'appuie sur les paramètres suivants: la durée de la période consacrée à la chasse, la pêche et le piégeage; les gains annuels de l'unité et la taille de la famille.

The calculation of benefits takes into account the following parameters: the amount of time spent in hunting, fishing and trapping; the annual income of the unit and the size of the family.

ᐅ ᐅᔪᑕᒧᑐᓄᑦ ᑎᑦᖏᑕᒧᑐᓄᑦ ᐊᐅᑦ ᓴᓂᒃᓯᓄᑦ ᑲᓇᑕᒧᑐᓄᑦ: ᓯᓚᐅᑉ ᑲ ᐊᓐᓇᓐ ᐅᑎᔪᓐᓇᖅᑐᑦ ᐃᓐᓇᑦ ᐅᑎᔪᓐᓇᖅᑐᑦ; ᓯᓚᐅᑉ ᐊᓐᓇᓐ ᐅᑎᓪᓗᒥ ᐊᓐᑦ ᑕᐃᑦ ᑕᓐ ᑕᐃᑦ ᐱᓐᓇ ᑭᓇ ᑕᐃᑦ ᑕᓐ ᐃᓐᓇᖅᑐᑦ ᐃᓐᓇᑦ ᐊᑯᑦ ᑕᐃᑦ ᑕᓐ.

Plus spécifiquement, le calcul des prestations se fait en deux étapes. En premier lieu, un montant est versé pour chaque journée passée dans le bois par les chef et conjoint des unités dans l'exercice des activités d'exploitation ou activités accessoires. La loi prévoit un maximum de 240 jours payables par adulte. En 1987-1988, l'allocation journalière était de 30,69 $ pour un maximum possible de 7 366 $ par adulte.

More specifically, the calculation of benefits is made in two stages. Firstly, an amount of money is paid for each day spent in the bush by the head or the consort in the practice of harvesting or related activities. The Act provides a maximum of 240 days payable per adult. In 1987-1988, the per diem was 30,69 $ for a possible maximum of 7 366 $ per adult.

ᓂᓚᓐᓇᑦ ᓕᑦ ᐊᓐᓇᓕ ᐊᑯᑦ ᐃᓐᓇᑕᒧᑐᓄᑦ ᑎᑦᖏᑕᒧᑐᓄᑦ ᐅᑎᔪᓐᓇᖅᑐᑦ ᑲᓇᑕᒧᑐᓄᑦ ᑎᑎᑐᓄᑦ ᑎᑦᖏᑕᒧᑐᓄᑦ ᐃᓐᓇᑦ ᐊᑯᑦ ᑕᐃᑦ ᑕᓐ ᐅᑎᔪᓐᓇᖅᑐᑦ ᐊᑯᑦ ᑕᐃᑦ ᑕᓐ ᐅᑎᔪᓐᓇᖅᑐᑦ ᐊᐃ

Même si la règle de base exige que la pratique des activités d'exploitation constitue le mode de vie des bénéficiaires, ceux-ci peuvent cependant participer à certaines activités économiques de la région en travaillant de façon saisonnière ce qui leur permet d'ajouter à leur revenu. L'inverse n'est cependant pas autorisé, c'est-à-dire détenir un emploi régulier et recevoir en supplément des prestations du programme.

Even though the basic rule requires that the practice of harvesting activities constitute a way of life for the beneficiaries, they may participate in certain economic activities in the region by working on a seasonal basis which allows them to add to their income. The beneficiary may not, however, do the opposite; i.e. maintain regular employment and supplement his or her income with Program benefits.

ᐊᑎᒪᖅ ᐊᑭᓇ·ᐊᐱᑕᑭᓕ·ᐃᒃ ᓂᖅ ᓂᑐᖓᓕᒃ ᐊ·ᐃ ᐅᑕᒋᖓᒃᑐᒃ ᐃᓕᒋ ᖃᐱᒋᐊᒃ ᓂᑐᖓ ᓂᖅᓴᓕ ᐊᐱᒃ ᑭᒋ·ᐃᒋᑕᐃ·ᐊᖓᒃ ᐊᐱᑎᓂ·ᐃᓂᓂᕐᓂᒃ ᐊᖓᐃᓕᓂᒃ ᐊᖓᐊᑎᓂᒃ ·ᐊᐃᐱᔪᓐ ᑐ·ᐃᓐ ᐅ·ᐃ ᐃᒋᖓᐊᒃ ᐊᓴᓂᒍᒪ·ᐊᖓᓴ ᓂᒍ·ᐃᒍᖅ ·ᐊᓐᑕ ᑭᒋ ᑐᑕᒃ ᐊᑎᓂ·ᐃᓂᓕᕐᓴ ᐊᐃᔪᒋᓂᒃ ᐅ ᐅᑕᒋᖓᐅ·ᐊᓂᒃ ᐊᓂᒃᑐᐃᓂᒃ ᐃᒋᐊᒃ ᒪᒋ ᒥᔅᑲᒃᑯᒃ ᑭᓂ ᐊᖓᓂᒃ ᐅᑐᐃᓐᓂᒃ ᐊᒋᐊᒃ ᐃᒋᖓᐊᒃ ᐃᒋᖓᐊᒃ ᐊᐅᓂᒃ ᐊᖓᐊᑎᓂᒃ ᐃᒋᖓᐊᒃ ᐊᓴᓂᒍᒪ·ᐊᖓᓴ

Les prestations sont calculées sur une base annuelle et réparties en quatre paiements qui sont effectués les 1er septembre, 1er janvier, 1er avril et 30 juin. Le calendrier correspond, dans la mesure du possible, à celui des chasseurs et piégeurs. Par exemple, ceux-ci quittent habituellement les villages au début de l'automne pour rejoindre les terrains de piégeage et y reviennent soit en janvier, soit au printemps. L'automne et le printemps sont consacrés à la chasse à l'oie alors que l'été, les chasseurs et piégeurs s'installent dans les villages. Les paiements sont donc effectués aux périodes où la majorité des bénéficiaires sont dans leur communauté respective.

The benefits are calculated on an annual basis and paid to the beneficiaries in four installments on September 1, January 1, April 1 and June 30. This calendar corresponds, as much as possible, to that of the hunters and trappers. For example, they usually leave the villages in early autumn to go to their hunting grounds and return to the communities in January or in the spring. Fall and spring are periods spent in goose hunting, while during summer the hunters and trappers usually settle in the villages. The payments are thus made at periods when most of the beneficiaries are in their respective communities.

<ᐃᓂᒃ >>ᓂᒃ ᑕᐱᓕᑕᒃᑲᒃ ᐃᓂᒃ ᑕᓂᒃᐊᒪᔪᓐᓂᒃ ᔪᓐ ᒪᑕᒃ·ᐊᐱᑕᒃᑲᓕᒃ ᓄ·ᐅᓂᒃ ᒪᐃᓕ ᐊ >>ᓕ ᐅᓂᒃ ·ᐃᓴᑭᓕ ᐅᐃᓕᓐᓂ ᐃᓂᒃ ᒥᔅᒪᒃᒪᓂᒃᑐᒃᓂ ᐯᓐᓕ ᐃᓂᒃ ᐊᐅᓴᓂᐃᐅᓕᓕ ᑭᓂ ᓴᓐᒪᐱᓐᓕ ᑭᓂ ᓂᔅᒪᐱᓐᓕ ᒪᓕ ᐃᓂᒃ ᐊᐅᓴᓂᐃᐅᓕᓕ ᔪᓂᐱᓐᓕ ᓂᔅᑐᖓᓂᒃ ᑭᓂ ᓂᔅᑐᖓᓂᒃᑐᐃᓂᒃ ᐊᒥᓂᓐᓂᒃ ᐱᓐᓕ ᓂᔅᑐᖓᓂᒃᑐᐃᓂᒃ ᐊᒥᓂᓐᓂᒃ ᐃᓂᒃ ᑲᓂᒃᐊᓐᓕᒃᑐᒃ ᐃᓂᒃ ᐊᐅᓴᓂᐃᐅᓕᓕ

Activités de l'année 1987-1988

Activities for the year 1987-1988

ᑕᓪ ᑲ ᐃᓕᐢᑕ ᓂᑐᐤᐅ ᓂᓂᓪ ᐅᑦ 1987-1988

Participation au programme

Les Cris de la Baie James à qui s'adresse le programme, sont membres des communautés suivantes: Mistissini, Chisasibi, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, Eastmain, Whapmagoostui et Némiscau. La population totale au 7 octobre 1988 était de 10 288 personnes. De ce nombre, 9 473 étaient considérées comme résidents du Territoire de la Baie James, c'est-à-dire la région couverte par la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

Pour l'année 1987-1988, 1 194 unités de bénéficiaires étaient inscrites au programme pour un total de 3 302 personnes, soit environ 35 % de la population résidante. Malgré l'augmentation du nombre de familles inscrites, ceci représente une diminution du pourcentage de la population participante. Ceci s'explique en partie par le fait que la proportion d'unités composées d'un seul adulte augmente chaque année. Elle est passée de 44,1 % en 1986-1987 à 47,5 % en 1987-1988. Ceci est dû au fait que la majorité des nouvelles unités provient du groupe des 18 à 23 ans.

Participation in the Program

The Program was created for the exclusive use of the James Bay Crees who are members of the following communities: Mistissini, Chisasibi, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, Eastmain, Whapmagoostui and Nemaska. The total population as of October 7, 1988, was 10 288. From this number, 9 473 were considered as residing in the James Bay Territory, i.e. the region covered by the James Bay and Northern Quebec Agreement.

For the year 1987-1988, 1 194 beneficiary units were enrolled in the Program for a total of 3 302 persons, representing approximately 35 % of the residing population. In spite of the increase in the number of families enrolled, this represents a decrease in the percentage of the population participating in the Program. This can be explained partially by the fact that the percentage of units composed of one adult increases each year; it has gone from 44,1 % in 1986-1987 to 47,5 % in 1987-1988, and the majority of new units enrolled in the Program comes from the 18 to 23 year age group.

ᑲ ᐊᐱᓕᐦᐊᑦ ᓂᑐᐤᐅ ᓂᓂᓪ

ᒪᑦ ᐊᓐᓂ ᐃᒋᔭ ᐯᐃ ᐃᓕᓴᐅᑦ ᑲᑕ ᑭᒋ ᐊᐱᓕᐦᐊᑦ ᓂᑐᐤᐅ ᓂᓂᓪ ᐃᓐᓂ ᐊᓐᑌ ᐸᐢᐃᐦᑐᐦᐃᑦ ᐃᓕᓴᐅ ᐃᑕᐅᓐᓂᑦ: ᒥᔑᑎᓂᓂᐤ,ᒋᔑᓇᐱ ᐧᐊᔑᑲᐦᐃᐧᐃᓐ ᓂᔑ, ᐧᐊᔑᐧᐊᓂᐱ, ᐧᐊᒥᐧᓂ, ᐃᔑᒣᐟ, ᐧᐊᐯᒪᓇᔑᑐᐧᐃ ᑭᓴ ᓂᒥᔑᑲᐦᐃᐧᐣ ᓱᐧᐊᔑᑎᑦ ᑲ ᐃᑐᑐᓂᓇᓂᑦ ᐧᐃᔑᓇᐃᓂᑦ 10 288 ᓂ ᐃᑎᔑᐦᑦ ᒪᒧ ᓂᐢᐧᐊᐢᐦ ᐊᐃᑐᑕᓇᓂᑦ ᐃᓕᓴᐅᑦ ᓂᓴ ᒪᑦ ᐊ ᐃᑎᔑᑦ 9 473 ᐃᒌᐦᑦ ᒣᒥᔑ ᐯᐃᐣ ᐃᔑᒥᐧ ᑲ ᑕᐧᐦᐅᑕᐧ ᒣᒥᔑ ᐯᐃ ᑭᓴ ᐊᑎᒪ ᐱᓂᑦ ᓇᐯ ᓂᔑᓇᒧᐣ

ᐅᑦ 1987-1988, 1 194 ᑎᐧᑐ ᑌᓄ ᒥ ᐊᐱᓕᐦᐊᑦ ᐧᑐᐤᐅ ᓂᓂᓪ 3 302 ᐯ ᐃᑎᔑᑦ ᐃᓕᓴᐅᑦ ᐊᓄ ᒪᑦ 35 ᐯᐢᓴᐧᑦ ᐅ ᐃᑎᔑᑦ ᒪᒧ ᒣᓂᐧᐊ ᐃᓕᓴᐅᑦ ᐣ ᐊᑎᒪᑦ ᑐᐧᐃᔑᐃᐧᐃᑦ ᐃᓄ ᐯᐢᓴᐧᑦ ᑲ ᐊᐱᓕᐦᐊᑦ ᓂᑐᐤᐅ ᓂᓂᓪ ᐊᑎᒪᑦ ᐱᐢ ᐊ ᐃᔑᔑᐱᐢᑦ ᒪᓂᔑᑦ ᐅᐅᐃᔑᑦ ᐱᐢ ᐊ ᐃᔑᔑᐱᐢᑦ ᒪᓂᔑᑦ ᐅᐅᐃᔑᑦ ᓂ ᐧᐊᔑᔑᐱᐢ 44,1 ᐯᐢᓴᐧᑦ ᐊᓄ 1986-1987 ᐯ ᐅᐅᑦ ᐃᔑᑦ 47,5 ᐯᐢᓴᐧᑦ ᐅ 1987-1988 ᐯ ᐅᐅᑦ ᐣ ᐅᑎ ᒪᑦ ᐃᓐᓂ 18 ᐃᔑᔑ 23 ᑲᐃᑎ-ᐅᓂᑦ ᒪᒧ ᔑᐧᔑᒋᐱᒧᑦ ᒪᓂ ᐊᐱᓕᐧᐧᐣ ᐊᑦ ᐧᑐᐤᐅ ᓂᓂᓪ

Unités Units ᑎᑦᑐ ᑕᓐ	Avec enfants With children ᐅ ᐃᖅ·ᑭᒃ ᐊ·ᑭᓐ	Sans enfant Without children ᐅᒃ ᐃᖅ·ᑭᒃ ᐊ·ᑭᓐ	Total Total ᒪᒧ
2 adultes 2 adults ᐅ ᓂᓯᒃ ᒥᓇᐃᓕᓕᐅᓕ	457	168	625
1 adulte 1 adult ᐅ ᐸᐃᑯᓯᑦ ᒥᓇᐃᓕᓕᐅ	40	525	565
Total[2] ᒪᒧ$_2$	**497**	**693**	**1 190**

La composition des unités de bénéficiaires nous donne une image assez fidèle de la communauté crie en général. Si on réfère aux Tableaux 1 et 2, on constate que l'ensemble des unités était composé de 1 815 adultes et 1 487 enfants de moins de 18 ans soit 55 % et 45 % respectivement des membres composant ces familles.

The composition of beneficiary units reflects quite accurately the Cree community in general. If we refer to Tables 1 and 2, we notice that the units enrolled in the Program were composed of 1 815 adults and 1 487 children under 18 years of age, which represents respectively 55 % and 45 % of the membership of the units.

ᑕᓵᒋᒥᐅᓕ ᐃᓐ ᐅᑎᔨᓪ ᐊ·ᑭᓐᒥ ᐃᓐᓴ ᐸᐸᐃᓐ ᑌᓄ ᐃᓐ ᐅᑎᔨᓪ ᒪᒧ ᐃᓕᓕᐅᓕ. ᑭᓇ·ᐊᐱᑕᓪ 9 ᐃᓐ 1 ᑭᖅ 2 ᑲ ᐃᓪᑌᑦ ᑲ ᒥᓇᑌᑦᓪ ᓭᑲᐃᓐ 1 190 ᐅᖅᓄ ᐅᑌᓄ ᐅᒥᓇᓂᑦ ᓇᐅᒃᓴ ᐊᐃᑕᐃᓪ 1 815 ᐃᑎᒃ ᒥᓇᐃᓕᓕᐅᓪ ᒪᓪ 1 487 ᐊ·ᑭᔨᑦᓪ ᐅᓴᔪ ᑲ 18 ᐃ ᐅᐅᓇᓂᓪ ᐊᐅᓪ 55 ᐅᑦᓴᓪ ᒪᒧ ᐃᑎᒥᒪᓄ·ᐃᓪ 45 ᐅᑦᓴᓪ ᐃ ᑕᐃᑕᓄᓂᓪ ᐃᓐᑌ ᐅᐅᐊᓄ ᑌᓄ.

D'après les données du Registre des autochtones en date d'octobre 1988, la population crie résidant dans le Territoire était composée à 50 % de personnes âgées de moins de 20 ans.

According to the information from the Native Registry, 50 % of the Cree population residing in the territory was under 20 years of age.

ᐃᓐᑌ ᒪᓄᓇᓐᐃᒪᒥᓄ ᑲᑎᐱᓇᓐᑎᑦ ᒪᒧ ᐃᓐᓴᓐ ᐃᓐᓴ ᐃᓐᑦᑦ ᑲᑕᐃᑦ ᒥ ᒪᓴᑭ·ᐊᑕᑦ ᐊᐱᑐ 50 ᐅᑦᓴᓪ ᑐᐃᓇᓂᑦ ᑐᐃᑎᔨᑦ ᐅᑦ·ᑲ ᑲ 20 ᐃᑎ>>ᓇᓂᓪ.

Âge de la population crie
Age of the Cree population
ᐅ ᐃᑕ>ᓄᓂᑦ ᐃᓐᒥ ᒪᒧ ᐃᓐᓴᐅᓕ

0 - 19	4 758	50,2 %
20 - 29	1 838	19,4 %
30 - 39	1 074	11,4 %
40 - 49	718	7,6 %
50 - 59	444	4,7 %
60 +	635	6,7 %

Si on compare ces données avec celles du Tableau 3 qui nous donne le nombre de chefs d'unités de bénéficiaires par groupe d'âge, on constate que la participation au programme varie suivant ces groupes. Entre 30 et 40 ans, il y a proportionnellement moins de familles inscrites que pour les autres groupes.

By comparing these figures with those of Table 3 which refers to the age of the heads of beneficiary units, we note that the participation in the Program varies according to the age group. Between the ages of 30 and 40, there are proportionately less families enrolled than for the other groups.

ᑲ ᒥᓇᐃᑦ 3 ᑲᓐᐃᒃᑕᑦ ᐊᓂ ᓄᓂᓪ ᐊ ᐃ ᑕᐸᓄᓂᓪ ᐃᓐᒥ ᑲᖃᓂᔭ·ᐊᓂ ᐅᖅᓄ ᐅᑌᓄ ᑭᖅ ᒪᓪ ᑭᓇ·ᐊᐱᑕᓪ ᐊᓐᑦ ᐅᐸᐃᑦ ᐅ ᐃᑕ>ᓄᓂᓪ ᒪᒧ ᐃᓐᓴᐅᓕ, ᓭᑲ·ᐊᐱᑕᓄᓂ ᐅᑲ ᐅᐃᔪᓪ ᐃᓐᑦ ᐃᓐᒥ ·ᐃᓭᓐᐃᑎ·ᐊᓂ ᐅᑲᐃᓐ ᓭᑲᐃᓐ 30 ᑭᖅ 40 ᑲ ᐃᑎ>>ᓄᓂᓪ ᑎᔪ·ᐊᔭᓭᐅᓪ ᐅ ᐃ ᑎᔨᓪ ᓂᓄ ᔪᓵᑲᓪ.

2. Selon les données disponibles au 30 juin 1988 pour 1 190 unités de bénéficiaires.

2. Based on the statistics available as at June 30, 1988, for 1 190 beneficiary units.

2 ᐅ ᐅᑭᐱᓪ ᑲᑕᐱᓓᓐᑐᒃᓄ·ᐃᓪ 1190 ᑲᐃᑎᔨᓪ ᐅᖅᓄ ᐅᑌᓄ ᐅᒃ 30 ᒍᓐ ᐱᓕᓪ 1988.

Ceci s'explique en partie par le fait que ce segment de la population participe généralement plus activement dans les autres secteurs économiques. On remarque également que les mêmes personnes reviennent par la suite aux activités d'exploitation comme mode de vie.

This can be explained in part by the fact that this portion of the population participates more actively in the other economic sectors. We also note that the same people come back later to the practice of harvesting activities as a way of life.

ᐃᓕ ᐅᖃᓕᓂᑦᑭᓱᐊᕐ ᐊᑭᓱ 30 ᑭᒃ 40 ᑲᐃᑎᒍᓐᓇᓕ ᐅᓐᐃᓕ ᓄᐃᓐᐊᓐ ᓄᐃᓐᐊᓐ ᐃᓐᓇᖅ-ᐃᓐᐃᓕ ᐊᐱᑎᓐᓄᐃᓐᓴᓐᓂ ᐊᐃᑐᔪᓐᓇᓕᒫᖅ ᑭᒃ ᑭᓕ <ᑎᒪ ᒥᓐ ᑕᔪᓐᓕ ᐅ ᐊᐱᒥᖅᐊᓕ ᓐᓇᖅᐳ ᓂᓐ ᒥᓐᐳᔪᓐᓴᓐᓂ.

Jours-personnes

La majeure partie des revenus des unités de bénéficiaires est fonction du nombre de jours consacrés aux activités d'exploitation et activités accessoires lesquels sont rémunérés sur la base de 30,69 $ par jour par adulte. La loi prévoit un maximum de 240 jours payables par adulte et fixe une limite globale de 350 000 jours pour l'ensemble des bénéficiaires du programme.

Man-days

Beneficiary units derive their income mainly from the number of days spent in harvesting and related activities. Each day is remunerated on the basis of 30,69 $ per day per adult, and the Act provides a maximum of 240 days payable per adult. A global limit of 350 000 days is also provided for under the Program.

ᓇᔪᓐᐳᖅ ᒥᔨᑲᓂ

ᒪᒍ ᐯᔾᓂ ᑌᓄ ᐅ ᑭᖓᑕᒧᓂᑦ ᓂᓱᓐ ᐅᒥ-ᐱᓐ ᓂᓐ ᑎᓪᓗ ᒥᔨᑲᓂᑦᑭᓱᐊᕐ ᐅ ᓂᔪᓐᐳᖅᓂᓐ. ᐯᓂᓂ ᒥᓕᐃᐅᓐᓴᓐ ᐅᑎᓐ 30,69 ᐯᓂᓂ ᒥᔨᑲᓂᑦ ᑭᒃ ᐃᓐ ᐃᓐᓂᓐᐅᑎᓐ ᒪᓐᕕᑕᓂ ᐅᑲ ᐅᖓᑌ 240 ᑎᓪᓗ ᓇᔪᓐᐳᖅ ᒥᔨᑲᓂ ᖃᓕᐃᐅᓐᓴᓐᓂᓐ. ᐃᒥ ᐃᖓᐃᖓ ᐃᑦᑲ ᐯᓂᓂ ᒥᔨᑲᓂᑦ ᒪᒍ 350 000 ᑎᓪᓗ ᓇᔪᓐᐳᖅ ᒥᔨᑲᓂᑦ ᒪᑎᓐᐃᐱᑲᓕᒫ ᐅ ᒥᓐᐃᓕ ᐃᓐ ᓇᔪᓐᐳᖅ ᓂᓐᑦᓂ.

Le Tableau 4 nous indique qu'en 1987-1988, 345 690 jours ont été rémunérés pour une moyenne de 290 jours par unité de bénéficiaires. Cependant, ce tableau ne réfère qu'aux jours pour lesquels une prestation a été calculée. On estime que le nombre de jours effectivement consacrés aux activités d'exploitation se situe aux alentours de 377 000 ce qui représente une moyenne d'environ 317 jours par unité de bénéficiaires. Le tableau ci-dessous nous indique le nombre de jours passés dans le bois par les chefs et les conjoints.

Table 4 indicates that in 1987-1988, 345 690 days were remunerated representing an average of 290 days per unit. However, this table refers only to days for which a per diem was calculated. We estimate that the number of days effectively spent in harvesting activities would more accurately be approximately 377 000, for an average of 317 days per beneficiary unit. The following table indicates the number of days spent in the bush by the heads and consorts.

ᑲᒥᓂᓇᑦ 4 ᑲᓐᐃᒋᑦ ᔅᓂᓕ ᐅᑦ 19-87-1988 ᐅ >>ᓕ 345,690 ᐯᒋ ᑎᑦᓐᐃᑲᓕ ᓇᔪᓐᐳᖅ ᒥᔨᑲᓂᑦ ᐃᓐᓴᓐᓂ ᒪᓕ 290 ᑎᓪᓗ ᒥᔨᑲᓂᑦ ᐯᓂᓂ ᑐᑌᓐ ᒥ ᐃᓐᓴᓐᑎᓪᓗᓂᓐ. ᐃᑕᐃᑕᑭᓐ ᒪᓕ ᐃᓐᓴᓐ ᒪᓐᓇᓕ 377,000 ᐸᑦᑐ ᒥᔨᑲᓂᑦ ᒪᒍ ᐃᒋ ᓇᔪᓐᐳᖅᓂᓕ ᐃᓐᓴᓐᓂ ᒪᓕ 317 ᐱᑦᑐ ᒥᔨᑲᓂᑦ ᐯᓂᓂ ᑐᑌᓐ ᓇᔪᓐᐳᖅᓂᓐ. ᐅ ᒪᑎᓐ ᒥᓕᐃᐅᓐᓴᓐᓂᑦ ᓂᓱᓐ ᑎᑦᓐᐃᑲᓕ ᐊᐱᒥᖅᐊᓕᒫᖅ ᐯᓂᓂ ᑌᓄ ᑭᒃ ᐅᑎᓐᓂᐃᖅᓯᓐᓂᓐᐅᑦᓂᓐ.

Ces données sont sensiblement les mêmes que pour l'année précédente alors que la moyenne de jours passés dans le bois par les chefs et les conjoints était respectivement de 216 et 186 jours.

The average figures compare quite closely to the ones for the preceding year, where the average number of days spent in the bush by the heads and consorts was respectively 216 and 186 days.

ᐅ ᐊᓂᓕ ᐁᐱᑐᓕ ᐃᓐᓴᓐᐊ ᐃᑌᐃᐸᑦᓐᓇᖅ ᐅᑦᐊᐃᓐᐊᓐᓂᑦ ᐊᐃᑦᑐᓕ ᑲᐃᑎᒍᓐᓇᓕ ᐃᓐᓴᓐᓂ ᐊᐃᑦᑐᓕ ᑲᐱᓐᓇᓕᒫᖅ ᐅ ᐃᓐᓴᓐᓂᑦ ᐃᓐᓴᓐᓂᓐᐅᑦᓂᓐ ᐃᓐᓇᖅ ᒪᓐᓇᓕ ᐃᓐᓴᓐᓂᑦ ᐅᑎᓐᓂᐃᖅᓯᓐᓂᓐᐅᑦᓂᓐ ᐅᑭᐅᓐᓴᓐᓂᑦ ᐅᑲ ᒪᒍ 216 ᒥᔨᑲᓂᑦ ᐁᒋ ᓂᓐᐅᑦ ᐯᒃ ᑭᓕ ᐃᓐᓴᓐᑲᓂᑦ 186 ᒥᔨᑲᓂᑦ ᐁᒋ ᐃᓐᓴᓐᐊᓐᓂᑦ ᐊᓂᓐᐅᑦᓂᓐ.

Jours passés dans le bois
Days spent in the bush
ᑎᑦᑐ ᒥᔨᖅᐳ ᓴᐅᐃ ᑲ ᑕᒃ ᐸᐸᐃᖅ ᑕᓄ

	Unités Units ᑎᑦᑐ ᑕᓄ	Jours/Chefs Days/Heads ᑎᑦᑐ ᒥᔨᐳ ᓇᐯᐳ	Jours/Conjoints Days/Consorts ᑎᑦᑐ ᒥᔨᐳ ᐃᖅᑲᐳ	Total Total ᒪᒍ
Unités (1 adulte) Units (1 adult) ᐸᐃᖅ ᑕᓄ [ᐸᐱᖅ ᒥᓴᐃᓕᓕᐳᐅ]	565	119 189	n/a	119 189
Unités (2 adultes) Units (2 adults) ᐸᐃᖅ ᑕᓄ [ᓂᓐ ᒥᓴᐃᓕᓕᐳᐅᑦ]	625	138 045	119 889	257 934
Total[3] ᒪᒍ 3	1 190	257 234	119 889	377 123
Moyenne Average ᐧᐃᓴᖅᐧᐊ ᐅᓴᓂ ᐊᐧᐃᓐ		216	192	317

La différence entre le nombre de jours rémunérés et celui des jours effectivement passés dans le bois s'explique, entre autres, du fait que les journées consacrées aux activités d'exploitation en excédent du maximum de 240 jours ne sont pas prises en considération dans le calcul des prestations. De plus, la loi prévoit que, lorsqu'un bénéficiaire reçoit un montant ou un salaire pour une journée (e.g. Commission de la santé et de la sécurité au travail, Assurance-chômage, etc.), l'allocation journalière n'est pas versée.

Comme on peut le constater à partir des données sur le temps consacré aux activités d'exploitation, les bénéficiaires du programme constituent effectivement un groupe qui a opté pour un mode de vie axé sur la pratique d'activités traditionnelles.

The difference between the number of days paid and the number of days spent in the bush is explained, among other things, by the fact that the Program stipulates a maximum of 240 days payable per adult. Any day in excess of 240 is not remunerated. Moreover, the Act provides that when a beneficiary receives an amount or a salary for any given day (ex: Workmen's Compensation, Unemployment Insurance, etc.), the per diem is not paid for that day.

As we can see from these statistics, the beneficiaries of the Program are effectively those who have chosen a way of life based on the practice of traditional activities.

ᐃᓐ ᒪᓐ ᑎᐧᑐ ᒥᔨᖅᐳ ᐅᒥ ᑕᐧᓐᐧᐃᖃᓕᓂ ᐅᓂᒃ ᑎᐧᑐ ᒥᔨᖅᐳ ᓐᔭᐧᐃᓐ ᐅᒥ ᑕᐧᓐᐧᐃᖃᓕᓂ :ᐊᓂ ᐅᖃ ᐸᐃᓇᐧᓂ ᐃᔨᐱᐧ ᐊᓂ ᓐᔭᐧᐅ ᓂᔭᓐ ᐅᐃᒥᑌᐧ ᐅᖃ ᐅᓐ 240 ᑎᐧᑐ ᒥᔨᖅᐳ ᑕᐧᓐᐧᐃᒍᓇᓂᐧ ᐅᔨᓂ ᒥᓵᐳᐳᐧᐅ ᐯᐃᓇ ᐅ ᐱᐳᓂᓕᐧ ᐅ ᐸᔭᕐᐧᐊᓂ ᐊᐧᐃᓐ ᐃᓂᐧ ᑎᐧᑐ ᒥᔨᖅᐳ ᓗᒍᐧᐃᖃᓂ ᐅᖃ ᒪᓂ ᒪᓕᓇᑕᐧ ᐧᐃᔨᐧᐅᒃᐧᐃᓂ ᒣᐧᐃᓂᐧ ᐊᐧᐃᓐ ᐅ ᑕᐧᓐᐧᐃᒍᓇᓂᐧ ᐅ ᓐᔭᐧᐅ ᐅᑎᐧᑐ ᒪᔨᓂᐧᐃᓐᐧᐃᖃᓂᐧ ᐅᖃ ᒪᓂ ᐅ

Prestations

Les prestations versées aux bénéficiaires du programme ont totalisé 11 924 374 $ en 1987-1988 comparativement à 11 666 615 $ l'année précédente. Compte tenu de l'indexation [4] annuelle des montants utilisés pour le calcul des prestations qui se situait aux alentours de 4,2 %, ceci représente comme pour l'année dernière, une diminution effective de prestations versées à l'ensemble des bénéficiaires. Les Tableaux 6 et 7 indiquent les montants versés par communauté ainsi que la moyenne de prestations par unité pour chacun des villages cris.

Malgré une légère augmentation de clientèle (environ 1,2 %) et une indexation de l'ordre de 4,2 %, le total des prestations versées en 1987-1988 ne représente qu'un accroissement de 2,2 %. En ce qui a trait à la prestation moyenne par unité, on remarque une hausse d'à peine 1 %.

Certaines conclusions peuvent être tirées à l'étude des Tableaux 6 et 7. En premieu lieu, le montant versé en allocation journalière croît en fonction de l'augmentation de la clientèle et de l'indexation. En 1987-1988, celui-ci a augmenté de 4,8 %. Ceci nous indique que le programme est relativement stable tant au niveau de sa clientèle que de la pratique des activités d'exploitation par les bénéficiaires. Le changement majeur se situe au niveau du montant de base garanti qui, depuis quelques années, subit une baisse par rapport aux années antérieures. Cette année, on enregistre une diminution de 15 % par rapport à 1986-1987.

4. L'indexation est fonction du coût de la vie au Québec et le taux est établi selon l'indice d'accroissement en vigueur pour le régime des rentes du Québec.

Amounts paid

In 1987-1988, 11 924 374 $ were paid to the beneficiaries of the Program compared to 11 666 615 $ in 1986-1987. Taking into account the fact that the amounts used in the calculation were indexed [4] by approximately 4,2 % in 1987-1988, this represents in reality a decrease of benefits for the year. Tables 6 and 7 indicate the amounts paid by community as well as the average of benefits per unit for each of the Cree villages.

In spite of a slight increase in the number of beneficiaries enrolled (approximately 1,2 %) and an indexation of 4,2 %, the total amount paid in benefits in 1987-1988 represents an increase of only 2,2 %. With respect to the average benefit per unit, the increase is less than 1 %.

Certain conclusions may be drawn from the study of Tables 6 and 7. Firstly, the amount paid as per diem increases proportionately to the increase in the number of beneficiaries enrolled and to indexation. In 1987-1988, this amount has increased by 4,8 %. This would indicate that the Program is relatively stable with respect to its clientele and the practice of harvesting activities by the beneficiaries. The major change can be found in the guaranteed basic amount, which has constantly decreased in the last few years. For example, this year we have registered a decrease of 15 % compared to 1986-1987.

4. The indexation is based on the cost of living in Quebec, and the rate is established in accordance with the index rate in force for the Quebec Pension Plan.

ᑎᕀᐦᐊᒪᔪᓐ

ᐊᐧ 1987-1988 11 924 374 $ ᐃᔨᐱᓂ ᐃᓄ ᑎᕀᐦᐊᒪᔪᓐ ᐃᓄᑌ ᒪᑊ ᐃᔨ ᐅᑕᒡ 1986-1987 ᒧᑊ 11,666,-615 $ ᐃᔨᐱᓂᐤ ᐊᓄ ᒪᓄ 4 ᐯᕀᓴᐧ ᐁ ᐃᔨᐱᔨ ᐃᔨᐞᐱᑕᒃᓴᑊ[4] ᓴᐧᑲᓄ ᐃᔪᑊ ᐊᐳᓄ ᐅᐧ 1987-1988 ᔦᐱᒡ ᐊᐞᐊᐧᐱ ᑎᕀᐦᐊᒪᔪᓐ ᐃᔪᓂᐞᓂ 6 ᑭᐳ 7 ᑲ ᐃᐱᓇᑕᒡ ᐊᐞᐧ ᓄᐞᒡ ᑕᓄ ᑲᓄᐃᔨ ᒪᑎᐧᐊᐞᒡ ᓰᓄ ᐯᔦᐞ ᐃᐳᐳᐧ ᑕᓄᐅ ᑭᐳ ᐅᑌᓂ ᑲ ᐃᔨᐱᔨ ᑭᔨᒪᒋᐦᐧᓂ

ᐊ ᒪᑊ ᐱᔪᔨ ᐁ ᐃᔨᐞᐱᑐᓄ ᐃᓄᒥ ᔦᐱᒥᓄᐧ ᐊᒡ ᓄᑐᐧᐅ (ᐧᐃᔨᐧᐃ 1,2 ᐯᕀᓴᐧ ᐃᔨᐞᐱᔨ) ᑭᐳ ᐃᓄ ᑲᐃᔨᐱᔨ ᐃᔨᐞᐱᑐᓄ ᐃᔨᐞᐱᑕᒃᓴᑊ ᒪᐧᑲᐧ 4,2 ᐯᕀᓴᐧ ᐃᓄᒧ ᒪᒧ ᑎᕀᐦᐊᒪᔪᓐ ᐅ 1987-1988 ᐁ ᐱᐳᑊ ᐋᑊ 2,2 ᐯᕀᓴᐧ ᐁ ᐃᔪᓂᐞᐧ ᐊ ᐃᔨᐞᐱᐟᐧ ᐯᔦᐞ ᐅᑌᓂ ᒪᑊ ᐧᐃ ᐁ ᑲᓄ·ᐊᐱᑕᒃᓴᐧ ᒧᑊ 1,1 ᐯᕀᓴᐧ ᐃᔨᐞᐱᔨᐧ

ᒣᒣᐧ ᐃᔪᒥᔨᐞᐧᐊᑕᒃᓴ ᐃᔪᓂᐞᓄ ᐃᓄᒧ ᐁᑭᓂ·ᐊᒧᑕᒃᓴᑊ 6 ᑭᐳ 7 ᑲ·ᐃᔪᑕᒡ ᑲ ᒥᔨᓂᑕᒡᐧ ᓂᔨᑎᑊ ᓄᐞᒡ (ᐱᐢ) ᐁ ᐃᔨᐞᐱᔨᐧ ᐃᓄ ᐧᐃᔨᐞᐱᐅ ᒥᔪᒡ ᐊᐞᐧ ᐃᔨᐞᐱᑐᓄ·ᐃᐧ ᑭᐳ ᐊᐃᑎᔨᐧ ᐃᓄᒥ ᐧᐃᔨᐞᐱᐅ ᐊᐞᐧᑲᑭᐳ ᐃᔨᐞᐱᐟᐧᐊᐞᒡ ᒪᐧᑲᐧ ᐧ ᐅ 1987-1988 ᒡᑊ ᑲ ᔦᐃᒪᑊ ᒥ ᐃᔨᐞᐱᔨ 4,8 ᐯᕀᓴᐧᐧ ᐅᐧ ᒪᒥ ᐃᔨᐞᒥᔪᒡ ᐅ ᐧᐃᔨᐞᐱᐅ ᐁ ᐯᔦᐞᐧ ᐁ ᐃᔨᐞᐱᔨᐧ ᐁ ᐯᔦᐞᐧ ᐁ ᐃᔨᐞᐱᔨᐧ ᐁ ᓂᔨᐞᑲᑊᐧ ᓴᐧ ᒥᒥᐞᐧ ᐁ ᐃᔨᐞᐱᔨ ᐃᓄ ᐃᔨᐞᐱᔨ ᐁ ᒪᐧᑲᐧᐊᐞᒡ ᒪᒧ ᐃᔨᐞᐱᔨ ᐁ ᒥᔨᓂᑕᒡᐧ ᐃᓄᒥ ᐃᔨᐞᐱᔨ ᐁ ᐯᔦᐞᐧ ᐁ ᐃᔨᐞᐱᔨᐧ ᐁ ᓂᔨᐞᑲᑊ

Tel qu'expliqué précédemment, le montant de base garanti est fonction de la taille de la famille et de ses revenus. Compte tenu de l'essor récent de certaines activités économiques dans la région de la Baie James, les bénéficiaires ont vu depuis quelques années s'élargir les possibilités d'augmenter leurs revenus annuels en travaillant de façon saisonnière ou occasionnelle. Ceci a eu pour effet d'augmenter leurs sources de revenus extérieurs qui viennent ainsi réduire le paiement d'une partie des prestations en vertu du programme.

As explained previously, the guaranteed basic amount is determined according to the size and income of the family. Taking into account the recent increase in economic activities in the James Bay region, the beneficiaries have seen in the last few years, an increase in the possibilities of improving on their annual income by working on a seasonal or occasional basis. This has had the effect of increasing external sources of revenue and consequently, decreasing a portion of the payment under the Program.

ᓂᓴ ᐃᓐᑌ ᑲᐧᐃᑕᒪᔨᑦ ᐃᓐᓇ ᒥᔅᑕᐅᑎᓂᒃ ᒪᒍ ᐯᔅᓐ ᑌᓄ ᐧᐊᓴ ᑲᔅᓂᐧ ᐊᑕᑲᓄᐧ ᑐᓐ ᐅᒋᔭᐃ ᒪᒍ ᑭᔅ ᑐᓐ ᐃᓴᐧ ᑭᓴᑕᒪᓄᑦ ᓂᔅᓐᓂᐧ ᐅ ᐧᐊᐱᑕᑲᓄᐧ ᐃᓐᑕ ᒣᒋᓴ ᐯᓴᐃ ᐃᓴᑭᑦ ᐅ ᒋᔅᐱᐃ ᐃᓐ ᐅ ᒋᒋᐱᑕᑲᓄᐧ ᐊᐱᑎᓯᓐᓐ, ᔅᐱᑭᐧᐊᑦ ᐧᐧᑐᐅ ᓂᔅᓐ ᐅᒋᔅᐱᔨᐧᐅ ᑐ.ᐃᓴ ᒪᒋ ᐃᓴᔨᐱᐧᑦ ᐃᐧᓐ ᐊᒋᓴᑕᒪᓄᑦ ᓂᔅᓐ ᐅ ᔅᐱᑎᓄᒪᑦ ᒪᓐ ᐊᓴᔨ ᓐᐧᐃᐧᑦ ᐃᐧᓐ ᐧᐃᐧᐅᑦ ᒪᓐ ᑐ.ᐃᓴ ᐧᐃᐧᐃᑌ ᐅ ᐅᒋ ᒋᓴᑕᒪᓄᑦ ᓂᔅᓐ ᐅᓐᐧᐃᑦ ᒪᓐ ᐊᓴᔨ ᐧᐃᐧᐃᑦ ᐅ ᐧᐃᑕᒪᓄᑦ ᓂᔅᓐ ᐅᒋᔅᐱᔨᐧᐅ ᐧᐃᐧᐃᑦ ᐅ ᐧᐃᑕᒪᓄᑦ ᓂᔅᓐ ᐅᒋᔅᐱᔨᐧᐅ

Conclusion

L'assurance de la conservation d'un mode de vie des chasseurs et piégeurs cris semble donc être acquise pour l'avenir. Cependant le programme qui constitue une mesure économique importante pour la population crie, est aussi directement influencé par l'ensemble de la situation économique de la région. Les bénéficiaires du programme tout en maintenant un mode de vie traditionnel relié aux activités d'exploitation de la faune, ont su y intégrer les changements survenus tant au niveau économique que social.

Conclusion

The continuation of the traditional lifestyle for the hunters and trappers seems to be ensured for the future. It is also apparent that the Program, which constitutes an important economic measure for the Cree population, is directly influenced by the entire economic situation in the area. The beneficiaries of the Program, while maintaining a traditional way of life related to the practice of harvesting activities, have been able to integrate both economic and social changes.

ᒪᓂ ᐅᔅᐃᒧᑌᓂ

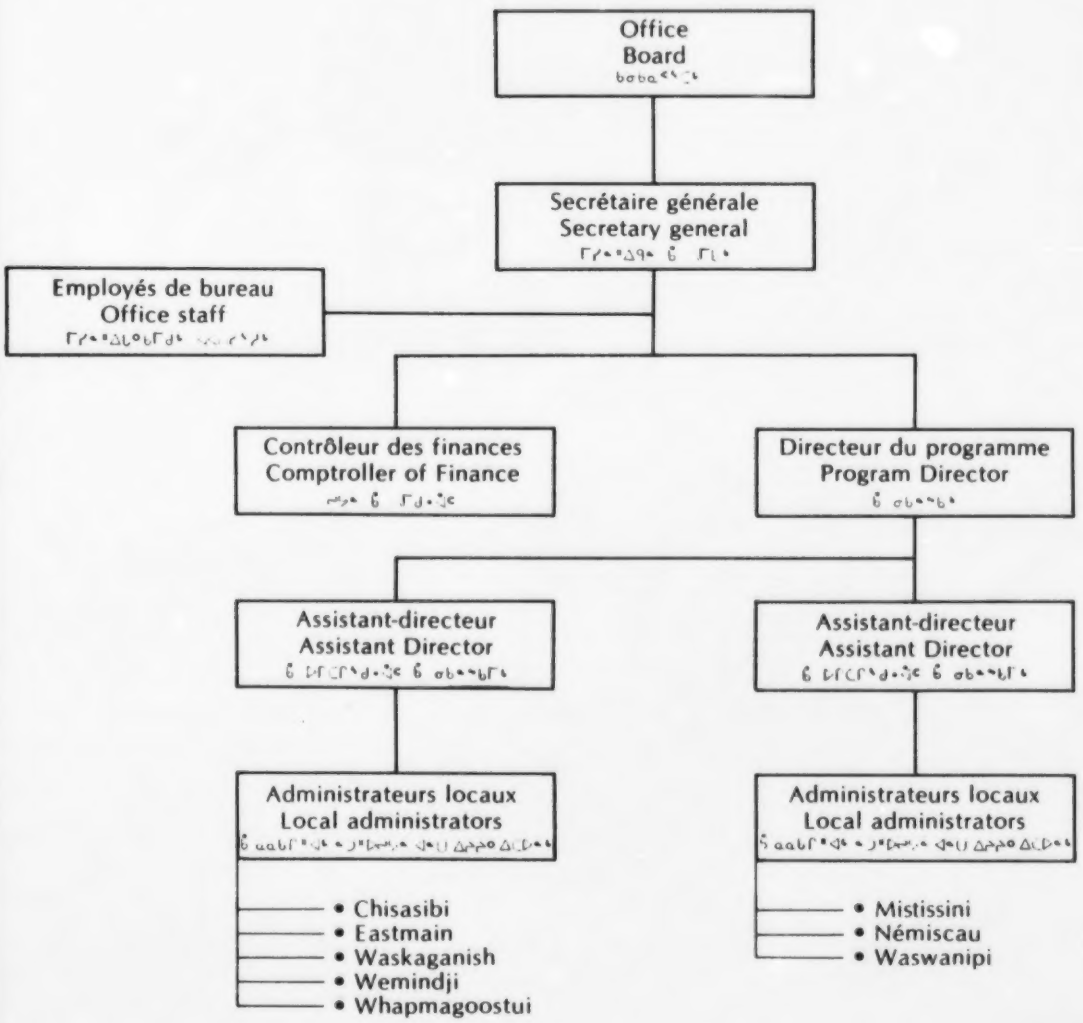
ᐅᔅᔨᐧᐃ ᓂ ᑲᐧᐃᐱᐧᐃᓄᒃ ᐃᓐᑌ ᓂᔅᑕᑎᐧ ᐅ ᑲᓄᐧᐅᔅᑕᑎᐧ ᐯᔅ ᐅ ᒪᒪᒥᔅᑌᓂᐧ ᐧᐃᔅᓂ ᐯᐃᓐ ᐃᔅᐃᐧ ᑲᒥᐧᐃᐧᑦ ᐯᔅ ᓂ ᐧᐃᐱᐧᐃᓄᒃ ᐧᐃᓐᑭᐧᑦ ᐃᔅᐃᐧ ᐅᔅᐃᐧᑦ ᐅᓐᐧᐃᑦ ᐃᓐᑌ ᐅᔅᐃᐧᑦ ᐃᔅᐃᐧ ᐅᔅᐃᐧ

Annexe 1

Schedule 1

1 ᑲ ᐃᒪᓕᓇᑕᒃ

Organigramme
Organization Chart



Annexe 2

Schedule 2

2 6 ΔιιPaCb

Membres de l'Office
Members of the Board

ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE CREE REGIONAL AUTHORITY	GOUVERNEMENT DU QUÉBEC GOVERNMENT OF QUEBEC
Johnny Jolly Président Chairman	Rober Grenier Vice-Président Vice-Chairman
Coon, Thomas	Guy Girouard
Bobbish, James	Michel Plouffe

Personnel de l'Office
Personnel of the Board

SIÈGE SOCIAL
HEAD OFFICE

Monique Caron
Secrétaire générale
Secretary general

Claude Bolduc
Directeur du programme
Director of the Program

Régent Brind'Amour
Contrôleur des finances
Comptroller of Finance

Bella Moses
Assistante-directrice
Assistant Director

Martha Bégin
Technicienne en administration
Technical Assistant

Carmen Richard
Agente de secrétariat
Secretary

Monique Latouche
Agente de secrétariat
Secretary

COMMUNAUTÉS CRIES
CREE COMMUNITIES

Assistant-directeur
Assistant Director

Allan Loon, Mistissini

Administrateurs locaux
Local Administrators

James Diamond, Waskaganish

Jacob Gull, Waswanipi

Thomas Jolly, Nemiscau

William Kawapit, Whapmagoostui

Reggie Mark, Wemindji

Allen Neacappo, Chisasibi

Peter Shecapio, Mistissini

Sheila Mark-Stewart, Eastmain

Tableau 1
Table 1
1 b ΔΠᓯaCL

Bénéficiaires du programme en 1987-1988
Beneficiaries of the Program in 1987-1988

ᐃᓄᐃᑦ ᑎᑎᕐᓂᖅ ᐊᑐᐊᓂᖅ "ᐊᒪᓂᖅ ᓄᑖᖅᑐᓂᒃ ᐸᐸᐃᒃ ᐱᑕᐃᓄᒃ ᐁ
ᑲᓇᕐᑕᒪᓂᖅ 1987-1988

Communauté Community Δᓕᓕᐣ Δᑕᐃᓄ	Unités Units ᐸᐸᐱᒃ ᑕᐃ	Adultes Adults ᒥᖏᐱᓕᓕᐣᓚᒃ	Enfants Children ᐁᓇᔪᓂᒃ	Total ᒪᑐ
Mistissini	345	537	572	1 109
Chisasibi	328	478	314	792
Waskaganish	130	192	165	357
Waswanipi	138	214	138	352
Wemindji	120	181	120	301
Eastmain	30	51	35	87
Whapmagoostui	50	84	62	146
Nemiscau	53	78	80	158
Total ᒪᑐ	**1 194**	**1 815**	**1 487**[1]	**3 302**

1. Seuls les enfants de moins de 18 ans sont inscrits au dossier des unités de bénéficiaires.
1. Only children under 18 years of age are registered in their parents' file.
1. [illegible]

Tableau 2
Table 2
2 b ΔΠᓯaCL

Participation de la population crie au programme
Participation of Cree Population in the Program

Δᓕᓕᐣᓚᒃ ᑲᐱᒃᐳᐊᓂᖅ ᓄᑖᖅᑐᓂᒃ ᓂᕆᓐᓂᒃ

Communauté Community Δᓕᓕᐣ Δᑕᐃᓄ	Membres[1] Members[1] Δᓕᓕᐣᓚᒃ [1]	Résidents[2] du territoire Residents[2] of Territory Δᓕᓕᐣᓚᒃ ᐊᑦ ᐅᐃ ᐁ ᑕᒃ [2]	Participants au programme Participants in Program ᑎᑕᐃ ᑲᐱᒃᐳᐊᓂᖅᐊᓂᒃ ᓄᑖᖅᑐᓂᒃ ᓂᕆᓐᓂᒃ Δᓕᓕᐣᓚᒃ	% des résidents % of Residents ᐅᖃᓕᓂᑦ ᐁ Δᓇᓚᒃ ᐊᓕᒥ ᐁ ᑕᒃ
Mistissini	2 662	2 632	1 109	42,13
Chisasibi	2 400	2 386	792	33,19
Waskaganish	1 793	1 312	357	27,21
Waswanipi	1 156	1 074	352	32,77
Wemindji	941	836	301	36,00
Eastmain	397	381	87	22,83
Whapmagoostui	464	464	146	31,46
Nemiscau	475	388	158	40,72
Total[3] ᒪᑐ	**10 288**	**9 473**	**3 302**	**34,85**

1. Nombre total de personnes inscrites comme membres des bandes des différentes communautés.
2. Nombre de membres résidant dans le territoire de la Baie James.
3. Données du Registre des populations autochtones daté du 7 octobre 1988.

1. Total number of people registered as band members of the different communities.
2. Number of members residing in the James Bay Territory.
3. Data taken from the Enrollment Commission List dated October 7, 1988.

1) ᐊᐅᓚ ᐃ ᐊᑎᓵᓚ ᐊᓂᔅᑎᑦ ᐊᓐᑌ Δᓕᓕᐣᓚᒃ Δᑕᐃᓄᒃ ᐁ ᐃᓕᓴᕐᓚᒃ

2) ᐊᐅᓚ ᐅ ᐊᑎᓵᓚ ᐊᓂᔅᑎᑦ ᐊᓐᑌ ᐱᒋᐊᕐᓚᒃ ᐁ ᑕᒃ ᐃᓕᓴᕐᓚᒃ

3) Δᓕᓕᐣᓚᒃ ᐁ ᒥᖏᐱᓕᓕᐣᓚᒃ ᐊᓂᔅᑎᑦ ᑲ ᑭᑎᓕᓕᐣᓚᒃ ᐅᓐᓄᑖᓚᒃ ᐅᓐᓇ ᐊᓂᒥᑦᓂᓕᓕᐣᓚᒃ 7, 1988

Tableau 3
Table 3
3 ᑲ ᐃᑎᓂᓇᑕᒪᑦ

Nombre de chefs d'unités par groupe d'âge
Number of heads of beneficiary unit
ᐅ ᐃᑎᔨᒻ ᑭᓴ ᐅ ᐃᑎᐳᓇᓂᒻ ᐃᓐᒥ ᓂᒃᓂᕐᔪᓐᓇᖅᑐᑦ ᐅᐱᒻ ᑕᒧ

Groupe d'âge Age Group ᐅ ᐃᑎᐳᓇᓂᒻ	Population ᒪᒧ ᐃᓕᓴᐅᒻ	Chefs d'unités Heads of units ᓂᒃᓂᕐᔪᓐᓇᖅᑐᑦ ᐱᒻ ᑕᒧ	% par groupe d'âge % by age group ᐯᕙᓂᓐᓇᑦ ᐅ ᐃᑎᐳᓇᓂᒻ
0 - 19	4 758	61 [1]	1,3 %
20 - 29	1 838	413	22,5
30 - 39	1 074	155	14,4
40 - 49	718	134	18,7
50 - 59	444	152	34,2
60 +	635	300	47,2

1. Ce chiffre ne considère que les chefs d'unités qui ont 18 ou 19 ans.

1. This figure concerns only heads of beneficiary units who are 18 or 19 years of age.

1. [illegible] 18 [illegible]

Tableau 4
Table 4
4 ᑲ ᐃᑎᓂᓇᑕᒪᑦ

Moyenne de jours-personnes rémunérés par unité
Average of remunerated man-days per unit
ᓄᐃᓕᐅᕐᓂᐊᓕᒻ ᑎᑭᑐ ᓂᕆᔨᒃᑯᓐᓂᖅ ᐊᑲᐅᓂᖅ ᑲᓴ ᐅᓐᓕᐅᑦ

Communauté Community ᐃᓕᓴᐅᒻ ᓄᑖᒻ	1986-1987 Unités Units ᑎᑭᑐ ᑕᒧ	1986-1987 Jours-personnes Man-Days ᑎᑭᑐ ᓂᕆᔨᒃᑯᓐᓂᖅ	1986-1987 Moyenne Average ᓄᐃᓕᐅᕐᓂᐊᓕᒻ ᑎᑭᑐ ᓂᕆᔨᒃᑯᓐᓂᖅ	1987-1988 Unités Units ᑎᑭᑐ ᑕᒧ	1987-1988 Jours-personnes Man-Days ᑎᑭᑐ ᓂᕆᔨᒃᑯᓐᓂᖅ	1987-1988 Moyenne Average ᓄᐃᓕᐅᕐᓂᐊᓕᒻ ᑎᑭᑐ ᓂᕆᔨᒃᑯᓐᓂᖅ
Mistissini	343	106 736	311	345	104 333	302
Chisasibi	331	90 958	275	328	89 769	274
Waskaganish	119	33 365	280	130	36 604	282
Waswanipi	140	44 527	318	138	45 489	330
Wemindji	110	30 660	279	120	33 291	277
Eastmain	33	8 332	252	30	6 535	218
Whapmagoostui	54	14 741	273	50	15 834	317
Némiscau	50	14 475	290	53	13 835	261
Total ᒪᑐ	**1 180**	**343 794**	**291**	**1 194**	**345 690**	**290**

Tableau 5
Table 5
5 b ΔΠᓭᓇᑕᒃ

Montants du programme 1986-1987 et 1987-1988
Amounts for the Program 1986-1987 and 1987-1988
ᐊᓂ b Δᕆᐱᒃ ᑎᐸ "ᐊᒪᑐᐅᓴ 1986-1987 ᑭᐳ 1987-1988

	1986-1987 $	1987-1988 $
Per Diem ᐊᕆᐱᕆ ᒥᔅᑲᓂᓴ ᐊᓯᐅᓴ ᐸᐃᑦ ᒥᔅᑲᓂ	29,44	30,69
Montant de base/Basic amount ᐸᐃᑦ ᐸᐳᓴ ᐊᕆᐱᕆ ᒥᔅᑲᓂᐅᑦ ᐸᐃᑦ ᑕᓇ		
Par adulte/Per adult ᐸᐃᑦ ᒥᕆᐱᐱᓴ	2 492	2 598
Par enfant/Per child ᐸᐃᑦ ᐊᓯᔪᕆ	999	1 041
Par unité/Per unit ᐸᐃᑦ ᑕᓇ	999	1 041
Exemption pour fourrure/Fur deduction ᐸᕆᐱᕆ ᐊᒍᓂᓇᓯᐃᑦ ᐅᑦ ᐸᓂᔪ ᐅᐸᐃᐸᓴ ᐸᐸᐃᑦ ᒥᕆᐱᐱᓴ	625	651

Tableau 6
Table 6
6 b ΔΠᓭᓇᑕᒃ

Total des prestations
Total benefits payable
ᒪᒍ b ᐃᕆᐱᕆ ᑎᐸ "ᐃᒪᓇᓕᒃ

Communauté Community ᐃᓐᓴᓄᑦ ᐃᑕᐅᓴ	Montant garanti ($) Guaranteed Amount ($) ᐸᐃᑦ ᐸᐳᓴ ᐊᕆᐱᕆ ᒥᔅᑲᓂᐅᑦ ᐸᐃᑦ ᑕᓇ		Per Diem ($) ᐸᕆᐱᕆ ᒥᔅᑲᓂᓴ ᐊᓯᐅᓴ ᐸᐃᑦ ᒥᔅᑲᓂ		Total ($) ᒪᒍ	
	1986-1987	1987-1988	1986-1987	1987-1988	1986-1987	1987-1988
Mistissini	517 577	419 224	3 142 319	3 201 966	3 659 896	3 621 190
Chisasibi	420 047	327 742	2 677 806	2 755 024	3 097 853	3 082 766
Waskaganish	164 410	182 249	982 252	1 123 366	1 146 662	1 305 615
Waswanipi	177 362	136 833	1 310 888	1 396 067	1 488 250	1 532 900
Wemindji	100 143	113 947	902 620	1 021 698	1 002 763	1 135 645
Eastmain	48 438	23 202	245 297	200 562	293 735	223 764
Whapmagoostui	62 307	61 283	433 962	485 959	496 269	547 242
Némiscau	91 600	81 643	426 145	424 598	517 745	506 241
Total[1] **ᒪᒍ[1]**	**1 581 884**	**1 346 123**	**10 121 289**	**10 609 240**	**11 703 173**	**11 955 363**

1. Le total représente les montants payables avant les déductions d'aide sociale.

1. The total represents amounts payable before welfare has been deducted.

1. ᐅᒃᑲᓐᓂᒃᑯᑦ ᐅᕙᓂ ᐅᕙᓪ ᐅᑲ ᑭᒃᑯᓐᓂᒃᑯᑦ ᐊᒍᓂᓇᓯᐃᑦ ᐅᑦ ᐸᓂᔪ ᐅᐸᐃᐸᓴ ᐊᕆᐱᕆ ᒥᔅᑲᓂᐅᑦ ᐸᐃᑦ ᒥᔅᑲᓂ

Tableau 7
Table 7
7 ᑲ ᐃᑎᓕᓇᑕᒃ

Moyenne des prestations accordées par unité
Average benefits granted per unit

ᐁ ᐃᓴᐱᒃ ᑎᐸ "ᐊᒪᑐᐅᓐ <<ᐃᑲ ᐃᑕᐅᓐ ᐁ ᑲᓂ•ᐋᐸ ᑕᑲᓂᒃ

Communauté Community ᐃᓕᓕᓐ ᐃᑕᐅᓐ	Nombre d'unités Number of units ᑎᑦᑐ ᑕᓄ		Total ($) ᒪᑐ		Moyenne ($) Average ($) •ᓴ•ᐁ	
	1986-1987	1987-1988	1986-1987	1987-1988	1986-1987	1987-1988
Mistissini	343	345	3 652 566	3 619 292	10 649	10 491
Chisasibi	331	328	3 083 600	3 074 218	9 316	9 373
Waskaganish	119	130	1 143 032	1 300 022	9 605	10 000
Waswanipi	140	138	1 478 960	1 521 867	10 564	11 028
Wemindji	110	120	1 002 437	1 133 737	9 113	9 448
Eastmain	33	30	293 735	222 095	8 901	7 403
Whapmagoostui	54	.. 50	496 269	547 242	9 190	10 945
Némiscau	50	53	516 016	505 901	10 320	9 545
Total [1] **ᒪᑐᒍ**[1]	**1 180**	**1 194**	**11 666 615**	**11 924 374**	**9 887**	**9 987**

1. Les totaux correspondent aux montants accordés une fois déduits les montants provenant des programmes d'aide sociale.

1. The total amounts correspond to the amounts granted after the amounts received under welfare programs have been deducted.

1. ᐁᑯᓐ ᐅ ᐃᑲ ᐃᓴᐱᐸ ᓴᑯᑕᒃ ᐃᑲ "ᐊᒍ-ᓂᑲᓂ•ᐃᒃ ᐊ•ᐁᓐ ᑲ ᐃᓴᐱᓴ •ᐃᒃ" ᐊᑲᓂᑦᓂ

Office de la sécurité du revenu
des chasseurs et piégeurs cris

Cree Hunters and Trappers
Income Security Board

États financiers
de l'exercice terminé le
30 juin 1988

Financial Statements
for the Year
Ended June 30, 1988

Rapport du vérificateur

Auditor's report

J'ai vérifié le bilan de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris au 30 juin 1988 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 30 juin 1988 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

I have examined the balance sheet of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board as at June 30, 1988 and the statement of operations and surplus for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements present fairly the financial position of the Board as at June 30, 1988 and the results of its operations for the year then ended in accordance with the accounting policies mentioned in note 2 applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 29 septembre 1988

Bilan

Balance Sheet

Au 30 juin 1988
As at June 30, 1988

	1988	1987	
ACTIF			**ASSETS**
Encaisse	30 058 $	70 987 $	Cash
Dépôts à terme	45 000	-	Term deposits
Prestations versées en trop	77 624	94 095	Benefits paid in excess
Débiteurs	3 233	3 891	Accounts receivable
	155 915 $	168 973 $	
PASSIF			**LIABILITIES**
Créditeurs	39 639 $	26 093 $	Accounts payable
Dû au gouvernement du Québec	77 624	94 095	Due to Gouvernement du Québec
	117 263	120 188	
EXCÉDENT	38 652	48 785	**SURPLUS**
	155 915 $	168 973 $	

POUR/ON BEHALF OF
L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU
DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

Opérations et Excédent

Operations and Surplus

De l'exercice terminé le 30 juin 1988
For the year ended June 30, 1988

	1988	1987	
DÉPENSES			**EXPENDITURE**
Prestations de sécurité du revenu	11 732 970 $	11 652 801 $	Income security benefits
Frais d'administration			**Administrative expenditure**
Salaires et avantages sociaux	556 324	494 681	Salaries and fringe benefits
Déplacements	45 246	33 495	Travel
Loyers	45 009	43 859	Rent
Honoraires	667	11 469	Fees
Fournitures et équipement	16 988	34 920	Furniture and equipment
Téléphone et communications	3 117	2 307	Telephone and communications
Divers	4 032	8 500	Miscellaneous
	671 383	629 231	
Déduire:			**Deduct:**
Intérêts sur dépôts bancaires	4 664	4 178	Interest on bank deposits
	666 719	625 053	
	12 399 689	12 277 854	
Contribution du Gouvernement du Québec	12 389 556	12 210 562	**Contribution from Gouvernement du Québec**
Excédent des dépenses sur la contribution du Gouvernement du Québec	10 133	67 292	**Excess of expenditure over contribution from Gouvernement du Québec**
Excédent au début	48 785	116 077	**Surplus, beginning of year**
Excédent à la fin	38 652 $	48 785 $	**Surplus, end or year**

Notes complémentaires 30 juin 1988

1. Constitution, fonction et financement

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, constitué en vertu de la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., chapitre S-3.2), a pour fonction d'administrer le programme de sécurité du revenu établi par cette loi aux fins de fournir aux piégeurs et chasseurs cris une garantie de revenu; ce programme comprend également d'autres mesures d'incitation à se consacrer aux activités d'exploitation comme mode de vie.

Des prestations sont versées à des unités de bénéficiaires qui y sont admissibles sujet, entre autres conditions, du temps passé à chasser, pêcher, piéger et à exercer des activités accessoires.

Les sommes requises pour l'application de la loi précitée sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par le Parlement.

2. Conventions comptables

Prestations et frais d'administration.
Les prestations versées sont inscrites aux livres selon la méthode de la comptabilité de caisse alors que les frais d'administration le sont selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les acquisitions de biens en capital sont imputées aux frais d'administration.

Frais d'administration assumés par le gouvernement du Québec

Le coût de certains services de soutien tels que services informatiques et téléphoniques assumé par divers ministères et organismes n'est pas présenté à l'état des opérations et de l'excédent.

Notes to Financial Statements June 30, 1988

1. Constitution, function and financing

The Cree Hunters and Trappers Income Security Board, constituted by virtue of the Act respecting income security for Cree hunters and trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Quebec (L.R.Q., chapter S-3.2), is responsible for the administration of the income security program established by this Act for the purpose of providing the trappers and hunters a guaranteed income; this program also includes other measures aimed at encouraging beneficiaries to carry out harvesting activities as a way of life.

Benefits are paid to beneficiary units which are eligible depending, among other conditions, on the time spent in hunting, fishing and trapping and in carrying out related activities.

The sums required for the carrying out of the aforementioned Act are paid out of the monies voted each year for such purpose by Parliament.

2. Accounting policies

Benefits and administrative expenditure
Benefits paid are recorded in the books of account in accordance with the cash basis of accounting; administrative expenditure are recorded in accordance with the accrual basis of accounting.

Purchases of capital assets are charged to administrative expenditure.

Administrative expenditure assumed by gouvernement du Québec

Cost of certain supporting services such as data processing and telephone assumed by various departments and agencies is not included in the statement of operations and surplus.